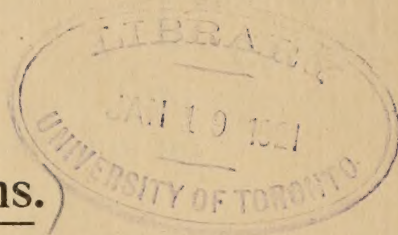


Document de  
l'Assemblée

205

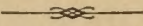
20/48/205

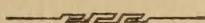


(Société des Nations.)

(Admission de nouveaux Membres)  
( dans la Société des Nations.)

(Bulgarie.)

——  
(Rapport présenté par la 5<sup>e</sup> Commission)  
( à l'Assemblée. )



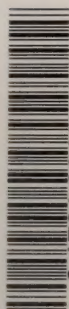
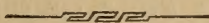
League of Nations.

Admission of new Members  
to the League of Nations.

Bulgaria.



Report presented by the 5<sup>th</sup> Committee  
to the Assembly.



3 1761 09427486 7



## SOCIÉTÉ DES NATIONS

### ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

## BULGARIE.

*Rapport présenté par la 5<sup>e</sup> Commission à l'Assemblée.*

La Cinquième Commission a l'honneur de soumettre à l'Assemblée son rapport concernant la demande d'admission de la *Bulgarie* dans la Société des Nations.

La Commission estimant, à la suite d'une enquête circonstanciée au sujet de l'exécution du traité de Neuilly, que la Bulgarie a fourni des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux, et persuadée, en outre, que ces garanties ne peuvent qu'être renforcées par l'admission de la Bulgarie dans la Société des Nations, se déclare favorable à cette admission.

*Le Président :*

A. HUNEEUS.

10 décembre 1920.

### BULGARIE.

1<sup>o</sup> La demande d'admission dans la Société des Nations est-elle régulière ?

La demande d'admission dans la Société des Nations présentée par la Bulgarie est régulière, sous la réserve qu'elle n'a été reçue par le Secrétariat que le 6 novembre. En effet, conformément au règlement provisoire de l'Assemblée, toute proposition, sauf décision contraire de l'Assemblée, exige un mois de préavis. Cet article du règlement n'étant, comme on sait, pas encore en vigueur au moment où la Bulgarie a présenté sa demande, la Commission est d'avis que ladite demande doit être tenue pour régulière et en bonne et due forme.

2<sup>o</sup> Le Gouvernement bulgare est-il reconnu *de jure* ou *de facto*, et par quels Etats ?

3<sup>o</sup> Le pays possède-t-il un gouvernement stable et des frontières définies ?  
Quelles sont sa superficie et sa population ?

4<sup>o</sup> Se gouverne-t-il librement ?

Ces articles ne soulèvent aucune discussion. Le Gouvernement de la Bulgarie a été reconnu *de jure* par toutes les Puissances. La Bulgarie a un gouvernement stable, des frontières définies et elle se gouverne librement.

5<sup>o</sup> Quels ont été les actes et les déclarations du Gouvernement bulgare :

- 1) en ce qui concerne ses engagements internationaux ;
- 2) en ce qui concerne les prescriptions de la Société relatives aux armements ?

En ce qui concerne l'attitude de la Bulgarie, à l'égard de ses obligations internationales, nous avons eu entre les mains des exposés des représentants bulgares, et, d'autre part, nous avons entendu les explications et les observations des représentants de la Serbie et de la Roumanie. Le représentant de la Grèce n'a pu assister à la séance de la Sous-Commission. Il est incontestable que la conduite du Gouvernement bulgare, avant et pendant la guerre, pourrait faire naître des doutes sérieux sur sa loyauté dans ses relations internationales, si le Gouvernement actuel était le même que celui du roi Ferdinand.



## LEAGUE OF NATIONS

Assembly  
Document

205

### ADMISSION OF NEW MEMBERS TO THE LEAGUE OF NATIONS.

## BULGARIA.

*Report presented by the 5<sup>th</sup> Committee to the Assembly.*

The 5th Committee has the honour to submit to the Assembly its report on the application of *Bulgaria* for admission to the League of Nations.

The Committee after a very full enquiry as to the execution of the Treaty of Neuilly by Bulgaria is of opinion that she has given effective guarantees of her sincere intention of observing her international engagements.

Being in addition of opinion that these guarantees can but become more binding by the admission of Bulgaria into the League of Nations, the Committee expresses itself in favour of this admission.

A. HUNEEUS.  
*Chairman.*

*December 10th, 1920.*

## BULGARIA.

### 1. Is the application for admission to the League of Nations in order?

The application of Bulgaria for admission to the League was regularly made, except that it was not received by the Secretariat until the 6th November. By the rules provisionally adopted by the Assembly, a month's notice must be given of any Motion to be made unless the Assembly decides otherwise. That rule was, of course, not in force at the time of Albania's application, and therefore the sub-Committee are of opinion that the application must be held to be regular and in order.

### 2. Is the Bulgarian Government recognised *de jure* or *de facto* and by which States?

### 3. Does the country possess a stable Government and settled frontiers? What are its size and its population?

### 4. Is the country fully self-governing?

No question arises on any of these heads. The Government of Bulgaria has been recognised *de jure* by all the Powers. She has a stable Government and defined frontiers and she is fully self-governing.

### 5. What has been the conduct of the Bulgarian Government, including both acts and assurances with regard to :—

(1) Its international obligations.

(2) The prescriptions of the League as to armaments.

With regard to the question of Bulgaria's attitude towards her international obligations, we had before us statements made by the Bulgarian representatives and we heard the explanations and the observations of the representatives of Serbia and Roumania. The representative of Greece was not able to attend the sitting of the Sub-Committee. There is no doubt that the conduct of the Bulgarian Government before and during the war would give rise to grave doubt as to its international trustworthiness if the present Government was the same as that of King Ferdinand. But it was strongly urged



Mais les représentants bulgares ont insisté vivement sur le changement complet survenu dans le gouvernement. Le roi Ferdinand a été, en effet, chassé du trône à la suite de la défaite finale de la Bulgarie, et aucun reproche n'a été adressé au roi actuel. M. Stamboliski, le Premier Ministre actuel, n'a jamais été ministre sous le roi Ferdinand avant la guerre et a désapprouvé très énergiquement la politique de ce roi pendant la guerre, et il est même allé si loin dans son opposition qu'il a été emprisonné et maintenu en prison depuis l'entrée en guerre de la Bulgarie.

On fait allusion au fait que quelques-uns des fonctionnaires actuels étaient également en fonctions sous le roi Ferdinand. Mais nous estimons que ce fait est de peu d'importance. Les fonctionnaires administratifs ne font qu'exécuter les ordres de leur gouvernement et le fait qu'ils ont servi un gouvernement précédent, d'une nuance politique différente, ne permet nullement de douter de la sincérité de l'administration actuelle.

Nous estimons donc que la Bulgarie a le droit d'être jugée selon sa conduite et selon les assurances qu'elle a données depuis que le régime actuel est au pouvoir, c'est-à-dire, en somme, depuis l'armistice. Le représentant de la Serbie fit remarquer avec insistance que, pendant cette période, la Bulgarie avait failli à l'exécution des obligations qui lui incombent de par le traité ; il dit en particulier qu'elle n'avait pas nommé de membre à la Commission mixte instituée par le traité, qu'elle n'avait pas restitué les marchandises saisies par les Bulgares pendant la guerre et qu'elle n'avait pas puni ceux qu'on appelle les « criminels de guerre ».

A cela les représentants de la Bulgarie répondirent qu'ils feraient une enquête au sujet de la Commission mixte et que, s'il était fort possible qu'il y eût encore beaucoup à faire en ce qui concerne les restitutions, la Bulgarie avait cependant montré par sa conduite un désir sincère de les effectuer ; ils mentionnaient en particulier le fait qu'elle avait restitué une quantité considérable de matériel roulant et de machines, la bibliothèque de Nich, les meubles et autres objets pris à la légation serbe à Sofia. Le représentant serbe contesta le montant de ces restitutions et on peut se demander si l'ensemble des objets que les Bulgares disent avoir restitué, l'ont bien été, mais nous estimons que quelques-uns d'entre eux ont été certainement livrés et que la Bulgarie a le droit d'invoquer ce fait comme témoignage de ses bonnes intentions.

Les Bulgares alléguèrent, de plus — et personne ne le nia — qu'ils avaient fait récemment voter une loi très sévère obligeant tous les citoyens bulgares à restituer à la Serbie les marchandises serbes qu'ils pourraient détenir de quelque manière qu'ils s'en soient rendus détenteurs, même si elles avaient été achetées sur le marché libre ; il ressort également d'une manière indéniable que les Bulgares ont livré à la Serbie des quantités considérables de charbon, bien qu'à interpréter strictement le traité, ils ne fussent pas encore obligés de le faire.

Enfin, ils déclarèrent, sans trouver de contradicteurs, que leur administration et les mesures législatives qu'ils avaient prises témoignaient de leur intention de payer le montant des réparations dues aux termes du traité. Ils firent valoir également qu'ils avaient rempli les clauses territoriales du traité dans un délai raisonnable et cela leur fut également accordé.

En ce qui concerne les criminels de guerre, ils dirent qu'ils étaient disposés à les châtier et que si quelques retards s'étaient produits, il fallait les attribuer au fait qu'on avait discuté si la remise des criminels de guerre à la Serbie, exigée par le traité, devait être exécutée à la lettre. Comme le représentant de la Tchécoslovaquie nous l'a signalé, il est désormais décidé que la Bulgarie bénéficiera du traitement accordé à l'Allemagne et que du moment que les criminels de guerre sont punis, il n'y a pas d'inconvénient à ce qu'ils le soient par les tribunaux bulgares. D'ailleurs, les représentants de la Bulgarie firent valoir que ces tribunaux avaient condamné un très grand nombre de criminels, au nombre de deux à quatre cents, et citèrent notamment l'exemple d'un commandant qui fut pendu, et de deux autres fonctionnaires, condamnés respectivement à cinq et quinze ans de travaux forcés. On leur reprocha d'avoir laissé échapper



by the Bulgarian representatives that there has been a complete change in this respect. King Ferdinand was, in effect, driven from the throne on the final defeat of Bulgaria, and nothing was alleged against the present King. M. Stamboliski, the present Prime Minister, was never a Minister under King Ferdinand before the war, and disapproved very strongly of that King's policy during the war, and carried his opposition to it so far that he was imprisoned, and kept in prison, from the time that Bulgaria entered the war.

Some suggestions were made that some of the officials of the present Government had also acted under King Ferdinand's rule. But we are of opinion that no weight attaches to this circumstance. Administrative officials merely carry out the orders of their Government, and the fact that they have served a previous Government of a different complexion to that which exists now throws no doubt on the sincerity of the present administration.

We are, therefore, of opinion that Bulgaria is entitled to be judged by its conduct and its assurances since the present regime came into power, that is to say roughly, since the armistice. It was strongly urged by the Serbian representatives that during that period Bulgaria had failed to carry out her Treaty obligations, in particular he said that she had not nominated a Member of a joint Commission under the Treaty, that she had not made restitution of the goods taken by the Bulgarians during the war, and that she had not punished what are called "war criminals." To that the Bulgarian representatives answered that they would enquire as to the joint Commission, that though it might well be that a good deal remained to be restored, yet that Bulgaria had shown by her conduct a genuine desire to make restitution, and they cited in particular the fact that they had restored a considerable quantity of rolling stock and machinery, the library at Nish, and the furniture and other things taken from the Serbian Legation at Sofia. The Serbian representative disputed the amount of these restitutions in a general way, and it may be doubtful whether the whole of the articles claimed to have been restored by Bulgaria were in fact restored, but we are of opinion that some of them were certainly restored, and that Bulgaria is entitled to rely on this fact as evidence of her good intentions.

The Bulgarians further alleged, and it was not denied, that they had recently passed a very severe law requiring all private individuals in Bulgaria to restore to Serbia any Serbian goods in their possession, however they came into their possession, even if they had been bought in the open market; and it also appeared to be undisputed that they had made considerable deliveries of coal to Serbia, though on a strict interpretation of the Treaty they were not yet bound to do so.

Finally, they said, without contradiction, that they had shown by the administrative and legislative measures that they had shown by the administrative and legislative measures that they had taken, that they were preparing to pay the amount due for reparation under the Treaty. They also claimed that they had complied with the territorial provisions of the Treaty, without undue delay, and this also was not disputed.

As to the war criminals, they said that they were very ready to punish any war criminals, and that any delay that had taken place was due to a discussion as to whether the Treaty obligations, to hand over war criminals to Serbia was to be strictly fulfilled. As we were informed by the Czecho-Slovak representatives, it has now been decided that in this matter Bulgaria will be treated in the same manner as Germany, and that as long as the war criminals are punished, they may be punished by Bulgarian courts, and the Bulgarian representatives urged that they had punished a very large number of criminals, amounting to between 200 and 400, citing particularly one Major, whom they had hanged, and two other high officials whom they had sentenced to penal servitude for 5 and 15 years respectively. It was charged against them that



un criminel arrêté pour des actes particulièrement odieux. Nous n'avons pas demandé d'explications aux Bulgares à ce sujet, mais aucun témoignage ne nous a démontré qu'il y eut, en l'espèce, connivence de la part des autorités bulgares, l'arrestation du criminel constitue en soi une circonstance favorable aux allégations bulgares. Le représentant de la Roumanie fit devant la Sous-Commission un long exposé des mauvais traitements infligés par les Bulgares aux prisonniers roumains, pendant la guerre, et d'une manière générale sur la perversité de la Bulgarie, de laquelle il résulte qu'elle ne remplissait pas les conditions voulues pour être admise dans la Société des Nations. Il nous appartenait seulement d'examiner quelle était l'attitude actuelle du gouvernement bulgare à l'égard de ses obligations internationales, et la seule conclusion à laquelle nous ayons pu aboutir est que, dans la mesure où nous pouvons fonder notre jugement sur les faits ci-dessus, le gouvernement bulgare a montré l'intention sincère d'exécuter ses obligations.

Le représentant de la Serbie nous a informés qu'il croyait savoir que les Bulgares n'avaient pas effectué leur désarmement comme l'exigeait le traité. Nous avons, par suite, fait des enquêtes sur ce point et nous avons eu la bonne fortune de rencontrer à Genève le général Marietti, représentant de l'Italie au Comité Militaire Allié du Conseil Suprême et qui s'occupe précisément, entre autres questions, de celle du désarmement.

Le général déclare que, de tous les Etats ennemis d'hier, la Bulgarie était celui qui avait montré le plus de bonne volonté à mettre à exécution les stipulations du Traité de Paix. Selon lui, les clauses aériennes et navales ont été complètement exécutées. Tous les canons et mitrailleuses ont été livrés ainsi que presque tous les fusils, bien qu'il puisse se faire qu'on en cache encore un certain nombre dans le pays. Il fit observer qu'à la date de l'armistice la Bulgarie avait livré plus d'armes et de munitions qu'on ne lui en avait, en fait, demandé. Le seul point qui prête à la critique est que l'armée bulgare n'a pas encore été recrutée par engagement volontaire à cause de difficultés intérieures.

Le général n'hésita pas à déclarer que, même en l'occurrence, les Bulgares n'avaient pas fait preuve de mauvaise foi. Pour illustrer l'état d'esprit des Bulgares en la matière, il nous raconta incidemment que, dans le district de Tzaribrod, les troupes serbes ayant pénétré dans le district plus tôt qu'elles n'y étaient autorisées aux termes du traité, le gouvernement bulgare avait protesté, mais que, dans l'intérêt des bonnes relations entre les deux pays, il avait retiré ses troupes. Le général termina en répétant qu'à son sens, la Bulgarie avait donné des preuves plus évidentes de son désir d'obéir au traité que n'importe quel autre des anciens Etats ennemis.

En ce qui concerne les prescriptions futures de la Société au point de vue militaire, nous avons reçu l'assurance formelle que la Bulgarie s'y conformerait.

Des renseignements complémentaires ont été demandés au haut commandement interallié et à la Conférence des Ambassadeurs sur la manière dont la Bulgarie exécute les stipulations du traité. Les réponses reçues, qui figurent ici en annexe, n'ont pas paru à la Commission de nature à modifier les conclusions de ce rapport.

#### ANNEXES.

- I. Note de la Conférence des Ambassadeurs sur l'état d'exécution par la Bulgarie du traité de Neuilly.
- II. Télégramme du 3 décembre 1920 adressé par S. E. M. Leygues à M. Gout.
- III. Note en date du 3 décembre 1920 de l'Etat-Major (2<sup>e</sup> Section).
- IV. Note en date du 3 décembre 1920 sur l'exécution des clauses aériennes du traité.
- V. Note en date du 3 décembre 1920 sur l'exécution des clauses navales du traité.
- VI. Note de la Conférence des Ambassadeurs en date du 6 décembre 1920 sur l'exécution des clauses politiques et économiques du traité.



a particularly heinous offender had been arrested and had been allowed to escape. We did not ask for any explanations from the Bulgarians of this statement, but no evidence was brought before us to show that the escape was a collusive one, and the fact that he was arrested is in itself a circumstance favourable to the Bulgarian claim. A good deal was said by the Roumanian representative as to the ill-treatment by the Bulgarians of Roumanian prisoners during the war, and as to the general wickedness of Bulgaria, and her consequent unfitness for membership of the League of Nations.

Our reference was to consider only what was the present attitude of the Bulgarian Government towards its international obligations, and we could come to no other conclusion than that, as far as we could judge on these facts, the Bulgarian Government has a sincere intention to carry out those obligations.

The Serbian representative informed us that he understood that the Bulgarians had failed to comply with their obligations to disarm under the Treaty. We therefore made enquiries on the point, and were fortunate in finding in Geneva General Marietti, the Italian representative on the Allied Military Committee of the Supreme Council, which has under its charge, among other things, this very disarmament question.

The General declared that amongst all the ex-enemy States, Bulgaria was the one which had shown the most goodwill in carrying out the obligations of the Treaty of Peace. All the air and naval clauses had been, in substance, carried out. All the guns and machine guns had been delivered, and practically all the rifles, though there might be a few still hidden in the country. He observed that at the time of the armistice more arms and munitions were actually surrendered by Bulgaria than had been demanded. The only point open to criticism was that the Bulgarian Army had not yet been put on a purely voluntary basis owing to domestic difficulties. The General was clear that even in this matter the Bulgarians had shown no bad faith. Incidentally he told us, as an example of the spirit which the Bulgarians were showing, that in the district of Tzaribrod the Serbian troops had entered the district sooner than they were entitled to under the Treaty, and the Bulgarian Government protested, but in the interests of the good relations of the countries had withdrawn its troops. The General at the end again repeated his opinion that Bulgaria had shown greater proofs of a desire to obey the Treaty than any other ex-enemy State.

As to the future military prescriptions of the League, we received a formal assurance that Bulgaria would comply with these.

The Military authorities of the Allied Power and the Conference of Ambassadors having been requested to supply supplementary information on the execution of the treaty by Bulgaria, the answers we have received (see Annexes) do not seem to justify any alteration in the conclusions arrived at by the Committee.

#### ANNEXES.

- I. Note from the Conference of Ambassadors on the Execution by Bulgaria of the Treaty of Neuilly.
- II. Telegram, dated Dec. 3rd, 1920, sent by His Exc. M. Leygues to M. Gout.
- III. Note, dated Dec. 3rd, 1920, from the General Staff (2nd Section).
- IV. Note, dated Dec. 3rd, 1920, on the executions of air clauses of the Treaty.
- V. Note, dated Dec. 3rd, 1920, on the execution of the naval clauses of the Treaty.
- VI. Note from the Conference of Ambassadors, dated December 6th 1920 on the execution of the political and economic clauses of the Treaty.



ANNEXE I.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.  
*Secrétariat Général.*

NOTE SUR L'ÉTAT D'EXÉCUTION PAR LA BULGARIE  
DU TRAITÉ DE NEUILLY.

PARIS, le 27 novembre 1920.  
Quai d'Orsay.

Le Traité de Neuilly a été mis en vigueur le 9 août 1920.

Le délai de trois mois prévu pour l'exécution des clauses militaires expire à peine ; le gouvernement de Sofia paraît avoir loyalement collaboré avec les Commissions, s'il a demandé et s'il demande encore aux Puissances des dérogations à certaines de ces clauses, particulièrement en ce qui concerne le mode de recrutement de l'armée que la Bulgarie est autorisée à conserver, il a marqué, néanmoins, sa volonté de ne rien faire que d'accord avec les Alliés. Il s'est de même loyalement prêté à la mise en train des Commissions de délimitation. Par contre, la Bulgarie a élevé de vives protestations contre l'exécution des clauses navales du Traité : jusqu'à cette heure, elle paraît disposée à entraver autant que possible les travaux de la Commission navale, qui viennent à peine de commencer.

Quant à l'exécution des clauses de réparations et des clauses économiques, il est encore trop tôt pour porter un jugement sur l'esprit dans lequel la Bulgarie entend les observer : quoi qu'il en soit, la Conférence des Ambassadeurs n'a encore été saisie d'aucune plainte à ce sujet.

ANNEXE II.

N° 2945.

S.S. Paris 047744. 115 3, 22 h. 40.

M. Gout, Genève, N° 89.

Pour Sir Eric Drummond, je réponds à votre télégramme du 2 décembre. Je vous confirme ma précédente note datée du 27 novembre, qui vous a été remise par la délégation française. Le maréchal Foch prépare une note complémentaire au sujet de l'état d'exécution des clauses militaires navales, aéronautiques du traité de Neuilly, l'exécution des clauses concernant les réparations n'a pas pu encore être entreprise. La Commission interalliée prévue par l'article 130 n'est pas encore formée. Quant aux clauses politiques et économiques, la Bulgarie a déferé jusqu'à maintenant à ma connaissance aux diverses injonctions qui lui ont été adressées par les Puissances alliées.

(Signé) LEYGUES.

ANNEXE III.

COMMISSION MILITAIRE INTERALLIÉE  
*Etat-Major. — 2e Section.*

NOTE SUR L'EXÉCUTION DÉJÀ OBTENUE  
DES CLAUSES MILITAIRES DU TRAITÉ DE NEUILLY.

PARIS, le 3 décembre 1920.

I. — *Effectifs*

Lors de l'entrée en fonctions de la Commission Militaire Interalliée de contrôle en Bulgarie (15 août 1920) les effectifs présents se montaient à 47.000 hommes environ.



ANNEX I

CONFERENCE OF AMBASSADORS.

*Secretariat general.*

NOTE

ON THE STATE OF EXECUTION BY BULGARIA OF THE TREATY  
OF NEUILLY

Quai d'Orsay,  
PARIS, 27th November, 1920.

The Treaty of Neuilly came into force on the 9th August, 1920.

The delay of three months allowed for the execution of the military clauses is scarcely at an end. The Sofia Government appears to have loyally collaborated with the Commissions. Bulgaria has asked, and is still asking, the Powers to consent to alterations in some of the clauses of the Treaty, especially those concerning the method of recruiting for the army which Bulgaria is authorised to maintain.

Nevertheless the Bulgarian Government has shown a desire to do nothing except in accord with the Allies.

The Bulgarian Government has also loyally carried out its share in the work of the Boundary Commissions.

On the other hand Bulgaria has protested energetically against the execution of the naval clauses of the Treaty : so far Bulgaria appears disposed to make as difficult as possible the labours of the Naval Commission which has scarcely commenced its work.

As regards the execution of the Reparation and Economic Clauses, it is as yet too early to give an opinion on the manner in which Bulgaria intends to carry them out. The Conference of Ambassadors has, however, so far received no complaints on this subject.

ANNEX II.

Telegram No. 2945.

S. S. Paris 047744. 115 3, 22. h. 40 —

M. Gout, Geneva, No. 89.

Following for Sir Eric Drummond in reply to your telegram of December 2nd. I confirm my note of the 27th November which you received from the French Delegation. Marshal Foch is preparing a supplementary note on the state of execution of the military, naval and air clauses of the Treaty of Neuilly. It has not yet been possible to start carrying out the reparation clauses, as the Inter-Allied Commission, provided for under Article 130, is not yet formed. As regards the political and economic clauses, Bulgaria has, so far, carried out, to my knowledge, the various directions of the Allied Powers.

(Signed) LEYGUES.

ANNEX III.

INTER-ALLIED MILITARY COMMISSION

(Versailles)

General Staff. - 2d section.

NOTE

ON THE PRESENT STATE OF EXECUTION OF THE MILITARY  
CLAUSES OF THE TREATY OF NEUILLY.

PARIS, December 3rd, 1920.

I. *Effectives.*

On the 15th August, 1920, the date on which the Inter-Allied Military Commission of Control in Bulgaria started work, the strength of the army was about 47,000 men.



Au 1<sup>er</sup> novembre 1920, l'effectif existant d'après les états fournis par le gouvernement bulgare, était, au total, de 30.000 hommes environ.

D'autre part, l'ordre a été donné par le gouvernement bulgare de libérer 7.000 hommes pour le 6 novembre, de façon à ramener les effectifs présents à 23.000 hommes (20.000 hommes pour l'armée proprement dite — 3.000 gardes-frontières), conformément aux stipulations du traité. La vérification est en cours. Le compte rendu d'exécution n'est pas parvenu.

Il y a lieu d'observer que :

a) Ces effectifs sont actuellement encore constitués presque en totalité avec des soldats appelés pour un service à court terme, et non avec des engagés volontaires pour 12 ans, ainsi que le prescrit le traité. Les tentatives faites pour passer *du mode de recrutement* par conscription au mode de recrutement par engagements volontaires n'ont, en effet, jusqu'à ce jour, donné que des résultats insignifiants.

La Commission Militaire Interalliée de contrôle, ayant considéré comme indiscutables les difficultés rencontrées à cet égard par le gouvernement bulgare, a proposé de prolonger de trois mois le délai accordé par le traité pour l'exécution de l'article 65.

Le Comité Militaire Allié de Versailles a prescrit au président de la Commission Militaire Interalliée de contrôle d'étudier si l'adoption des mesures transitoires déjà admises en Autriche et en Hongrie (1) ne faciliterait pas la constitution de la force armée bulgare telle qu'elle est prévue par le traité de Neuilly.

Cette question n'a pas encore été résolue.

b) En ce qui concerne l'organisation de ses forces militaires, le Gouvernement Bulgare a élaboré un projet dont les chiffres sont en conformité avec les stipulations du traité de Neuilly.

Ce projet est actuellement soumis à l'examen de la Commission Militaire Interalliée de contrôle en Bulgarie.

Le Gouvernement Bulgare n'a pas encore fait connaître à quelle date il sera procédé à la réorganisation de son armée sur les bases de ce projet.

## II. — Armements.

Le désarmement est en partie exécuté par l'enlèvement des culasses de la moitié environ des armes existant en Bulgarie (enlèvement effectué en exécution de l'armistice dès avant la mise en vigueur du traité).

Mais les opérations de recensement et de livraison des armes en excédent ne sont pas terminées.

Les retards apportés à ces opérations sont dus principalement aux difficultés de communications et de transports, et non à la mauvaise volonté du gouvernement bulgare. Les officiers contrôleurs ont jusqu'à présent constaté, d'une manière générale, l'exactitude des états du matériel qui leur ont été fournis.

En résumé :

Si les effectifs ont été ramenés aux chiffres prescrits, en revanche, leur mode de recrutement n'est pas conforme au traité, et l'organisation nouvelle adaptée aux stipulations de ce traité n'est encore qu'en projet.

Quant au désarmement, il n'est que partiellement exécuté, en raison des retards dus à des causes matérielles.

Il est juste de reconnaître que jusqu'à ce jour, et en dehors de quelques tentatives de fraude de caractère local, le gouvernement bulgare s'est prêté sans résistance aux investigations des commissions de contrôle.

---

(1) Résolution de la Conférence des Ambassadeurs (C. A. 84 VI) du 20 octobre.



On the 1st November, 1920, the strength according to information supplied by the Bulgarian Government was about 30,000.

The Bulgarian Government has besides directed that 7,000 men should be discharged by the 6th November, in order that the total strength should be 23,000 men (20,000 men for the army, and 3,000 frontier guards) in accordance with the stipulations of the Treaty. This strength is now being verified, and the report of the Commission has not yet been received.

It is to be noted that :

(a) The present effectives are at present almost entirely constituted by soldiers called up for short service, and not by volunteers for a period of twelve years in accordance with the Treaty. The attempts made to pass from a system of recruiting by conscription to a system of voluntary recruitment have so far given but insignificant results.

The Inter-Allied Military Mission of Control considers that the difficulties of the Bulgarian Government to effect a change of recruitment cannot be disputed, and has proposed that it be given a further 3 months before being called upon to carry out Article 65.

The Allied Military Committee of Versailles has directed the President of the Inter-Allied Military Commission of Control to investigate whether the adoption of transitory measures already allowed to be adopted in Austria and Hungary (1) would not facilitate the initial constitution of the Bulgarian Army provided for in the Treaty of Neuilly.

This question is not yet settled.

(b) As regards the organisation of its military forces the Bulgarian Government has elaborated a project providing for a strength which is in conformity with the stipulations of the Treaty of Neuilly.

This project is now being examined by the Inter-Allied Military Commission of Control in Bulgaria.

The Bulgarian Government has not yet reported the date upon which it proposes to proceed with the organisation of its army upon the above basis.

## II. *Armaments.*

Disarmament has been partly carried out by the removal of the breaches of about half the weapons existing in Bulgaria (this removal was carried out in execution of the armistice immediately before the putting into force of the Treaty).

The operation of checking the delivery of weapons in excess of those allowed are not yet completed.

This delay is due principally to difficulties of communication and transport, and not to any ill-will on the part of the Bulgarian Government. The Controlling Officers have so far reported that, speaking generally, information submitted to them as to military material has been accurate.

To sum up :

The effectives have been reduced to the figures prescribed by the Treaty ; the method of recruitment, however, is not in accordance with the Treaty, and the new organisation which has been made to accord with the Treaty is still but a project.

Disarmament is only partially carried out as the result of delays due to material causes.

It is only fair to state that, up to the present — with the exception of a few attempts to deceive of a local character — the Bulgarian Government has placed no obstacles in the way of the enquiries of the Commission of Control.

---

(1) Resolution of the Conference of Ambassadors (C.A. 84.VI) of the 20th October.



ANNEXE IV.

COMITÉ MILITAIRE INTERALLIÉ

*de Versailles.*

*Etat-major. — 2e Section.*

NOTE SUR L'EXÉCUTION DES CLAUSES AÉRIENNES  
DU TRAITÉ DE NEUILLY.

PARIS, 3 décembre 1920.

Les clauses aériennes du Traité de Neuilly ont été exécutées par le gouvernement bulgare.

La Commission aéronautique interalliée de contrôle est dissoute (résolution de la Conférence des Ambassadeurs en date du 8 novembre 1920).

Trois officiers ont été laissés en Bulgarie pour la liquidation de certaines questions de détail et jusqu'à expiration du délai de six mois (arrivant à échéance le 9 février 1921) pendant lequel la fabrication et l'importation de matériel aéronautique sont interdites à la Bulgarie par le Traité de Neuilly (Art. 92).

ANNEXE V.

COMPTE RENDU

DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PAR LA COMMISSION NAVALE  
DE CONTROLE INTERALLIÉE EN BULGARIE.

*Clauses navales.*

3 décembre 1920.

Art. 83. Alinéa 1 exécuté.

Alinéa 2.

La Commission a décidé que la flottille de dix unités dont le maintien est autorisé se composerait des 4 seuls torpilleurs restant en Bulgarie et de six patrouilleurs à acheter.

Alinéa 3.

Après avoir refusé d'accepter les propositions bulgares qui tendaient au maintien d'une marine constituée sur les mêmes bases qu'une marine de guerre, la Commission avait accepté un nouveau projet dans lequel les équipages étaient prélevés sur les 10.000 hommes prévus pour la gendarmerie. Comme ce projet comprenait en outre un personnel à terre et que tous les hommes étaient armés de fusils, la Conférence des Ambassadeurs, dans sa séance du 2 décembre, a refusé de donner son approbation à ces propositions qui sont renvoyées à la Commission en l'invitant à faire exécuter strictement les termes du traité, c'est-à-dire les équipages étant constitués sur des bases absolument civiles.

En fait, aucune mesure d'exécution en vue de la réorganisation du personnel de la marine sur des nouvelles bases n'a été prise jusqu'ici.

Article 84 - exécuté.

Article 85 - exécuté.

Article 86 - exécuté.

Article 87 - exécuté.

Article 88 - exécuté.

Le contrôle du poste de T. S. F. de Sofia a continué à être exercé, dans les conditions prescrites, par le détachement du génie qui en avait été chargé à l'armistice.



ANNEX IV.

INTER-ALLIED MILITARY COMMISSION

(Versailles)

General Staff — 2d section.

NOTE

ON THE EXECUTION OF THE AIR CLAUSES OF THE TREATY  
OF NEUILLY.

PARIS, *December 3rd*, 1920.

The air clauses of the Treaty of Neuilly have been carried out by the Bulgarian Government.

The Inter-Allied Air Commission of Control has been dissolved (Resolution of the conference of Ambassadors of the 8th November, 1920).

Three officers have been left in Bulgaria to liquidate certain questions of detail and will remain there for six months (till the 9th February, 1921) during which period the manufacture and importation of aeronautic material in Bulgaria are forbidden by the Treaty of Neuilly, Article 92.

ANNEX V.

SUMMARY

OF THE WORK DONE BY THE INTER-ALLIED NAVAL COMMISSION  
OF CONTROL IN BULGARIA.

*Naval Clauses.*

*December 3rd*, 1920.

Art. 83, Paragraph 1 — Carried out.

Paragraph 2 — The Commission has decided that the flotilla of 10 units, which is authorised to be maintained, shall consist of the 4 torpedo boats which Bulgaria possesses, and of 6 patrol boats yet to be purchased.

Paragraph 3 — The Commission refused to accept the Bulgarian proposals to maintain a naval force constituted on the same basis as a warlike naval force. The Commission had, however, accepted a new scheme by which the crews were taken from the 10,000 men allotted to the gendarmerie. As this scheme provided that in addition to a shore staff the men should be armed with rifles, the Conference of Ambassadors on the 2nd December refused to give its approval and directed the Commission to see that the Treaty of Peace was strictly carried out, *i. e.*, that the crews were formed on a purely civil basis.

As a matter of fact nothing has so far been done to re-organise the personnel of the naval force on the new basis.

Art. 84 — Carried out.

Art. 85 — Carried out.

Art. 86 — Carried out.

Art. 87 — Carried out.

Art. 88 — Carried out.

The control of the Sofia wireless station is being carried out according to the Treaty by the engineers who have been given control of it at the time of the armistice.



ANNEXE VI.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS  
*Secrétariat Général*

NOTE  
SUR L'EXÉCUTION DES CLAUSES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES  
DU TRAITÉ DE NEUILLY

*Clauses politiques.*

PARIS, le 6 décembre 1920.

I. *Articles 28 à 35, Art. 39 et 43.*

La Conférence des Ambassadeurs, par une note en date du 4 août, a invité la Bulgarie à prendre les mesures nécessaires pour constituer les deux Commissions de délimitation prévues par le Traité de Neuilly (Commission gréco-bulgare et serbo-bulgare). Une note complémentaire du 10 août invitait les Délégués bulgares à assister à la première réunion de ces commissions, fixée au 22 août.

Le 22 août 1920, les deux Commissions se sont constituées sans incident, les Commissions bulgares étant présentes, et elles ont commencé immédiatement leurs travaux. Aucune réserve, ni observation n'a été faite par les délégués bulgares en ce qui concerne les instructions établies par la Conférence des Ambassadeurs pour les Commissions de délimitation et la méthode de travail des Commissions.

*Commission gréco-bulgare.* — Cette Commission a poursuivi ses travaux jusqu'au 2 décembre, date à laquelle elle s'est séparée pour l'hiver, en parfaite harmonie, sans que la Conférence des Ambassadeurs ait eu à intervenir.

*Commission serbo-bulgare.* — Cette Commission s'est trouvée en présence de quelques difficultés dont la principale provient de l'occupation par l'Etat Serbe-Croate-Slovène des territoires à lui attribués par le traité de Neuilly et, en particulier, de territoires contestés dont la délimitation était en cours. La Bulgarie, tout en protestant contre cette occupation prématurée (la Conférence des Ambassadeurs a invité l'Etat Serbe-Croate-Slovène à différer cette occupation), a pris les mesures nécessaires pour éviter tout incident regrettable entre les gardes-frontières des deux pays.

Pour toutes les décisions prises par la Commission serbo-bulgare, le Commissaire bulgare s'est toujours rangé à l'avis des Commissaires alliés non intéressés.

II. — *Articles 118 à 120.*

Le 8 septembre 1920, la Conférence des Ambassadeurs a remis au Gouvernement bulgare la liste des personnes réclamées par les Puissances alliées, en vertu des articles 118 à 120.

Par une lettre du 12 octobre 1920 adressée au Président de la Conférence de la Paix, M. Mischeff, Ministre de Bulgarie à Paris, a demandé :

1. La réduction des listes des coupables remises au Gouvernement bulgare par les Alliés (Grèce, Roumanie, Etat des Serbes-Croates-Slovènes) ;

2. L'autorisation pour le Gouvernement bulgare de continuer l'instruction et le jugement desdits coupables.

Les demandes bulgares ont été renvoyées par la Conférence des Ambassadeurs à la Commission des Sanctions, qui a siégé à cet effet le 10 novembre 1920.

Dans cette séance, les délégués helléniques et roumains se sont déclarés disposés à accéder à la demande du gouvernement bulgare ; le délégué de l'Etat des Serbes-Croates-Slovènes a, par contre, déclaré qu'il avait pour instructions d'exiger l'application des articles 118 à 120 du traité de Neuilly.



ANNEX VI.

CONFERENCE OF AMBASSADORS.

*Secretariat-General.*

NOTE

ON THE EXECUTION OF THE POLITICAL AND ECONOMIC CLAUSES  
OF THE TREATY OF NEUILLY.

*Political Clauses.*

PARIS, *December 6th*, 1920.

1. *Articles 28 to 35. Art. 39 and 43.*

In a note dated August 4th the Conference of Ambassadors requested Bulgaria to take the necessary measures to constitute the two Boundary Commissions provided for in the Treaty of Neuilly (Greco-Bulgarian and Serbo-Bulgarian Commissions). A subsequent note of August 10th invited the Bulgarian Delegates to be present at the first meeting of these Commissions on August 22nd.

On August 22nd, 1920, the two Commissions met without incident; the Bulgarian Commissioners were present and the Commissions immediately started work. No reserves or remarks were made by the Bulgarian Delegates regarding the instructions issued by the Conference of Ambassadors for Boundary Commissions or as regards the procedure and programme of the Commissions.

*Greco-Bulgarian Commission.*— This Commission carried out its work until the 2nd December, upon which date it broke up for the winter in perfect harmony; no intervention of the Conference of Ambassadors proved necessary.

*Serbo-Bulgarian Commission.* — This Commission had to face certain difficulties, of which the principal came from the occupation by the Serb-Croat-Slovene State of the territories attributed to it by the Treaty of Neuilly, and in particular of the contested territories the delimitation of which was proceeding. Although Bulgaria protested against this premature occupation (the Conference of Ambassadors has requested the Serb-Croat-Slovene State to postpone this occupation), she took the necessary measures to avoid any unfortunate incident between the frontier guard of the two countries.

As regards decisions taken by the Serbo-Bulgarian Commission, the Bulgarian Commissioner has always followed the advice of the Allied and di interested Commissioners.

2. *Articles 118 to 120.*

On September 8th, 1920, the Conference of Ambassadors transmitted to the Bulgarian Government the list of individuals claimed by the Allied Powers under Articles 118 to 120.

In a letter of October 12th, 1920, addressed to the President of the Peace Conference, M. Mischeff, Bulgarian Minister in Paris, requested :—

(1) The reduction of the lists of guilty transmitted to the Bulgarian Government by the Allies (Greece, Roumania, Serbe-Croat-Slovene State).

(2) That the Bulgarian Government be authorised to continue trying and sentencing the said guilty.

The Bulgarian request was referred by the Conference of Ambassadors to the War Criminals Committee which studied this matter on November 10th, 1920.

At this meeting the Greek and Roumanian Delegates announced that they were disposed to agree to the request of the Bulgarian Government; on the other hand the Delegate of the Serb-Croat-Slovene State declared that his instructions were to insist upon the application of Articles 118 to 120 of the Treaty of Neuilly.



La Commission a prié le délégué de l'Etat des Serbes-Croates-Slovènes de vouloir bien soumettre à son Gouvernement les décisions de la Commission, qui se résument comme suit :

1. Les trois Gouvernements qui ont remis des listes de coupables au gouvernement bulgare, dresseront, chacun, une nouvelle liste limitée de noms de coupables déjà inscrits dans les listes remises le 8 septembre 1920.

2. Ces listes réduites seront adressées au Ministre de Bulgarie à Paris, et dans la réponse qui serait faite à sa lettre du 12 octobre, le Président de la Conférence des Ambassadeurs lui ferait connaître :

a) que les Alliés acceptent le jugement par les tribunaux bulgares des personnes portées sur les listes réduites, *à titre d'épreuve* ;

b) que les Alliés seraient juges de dire dans quelle mesure les jugements prononcés par les tribunaux bulgares ont été rendus en toute impartialité et équité ;

c) que le fait de remettre au Gouvernement Bulgare des listes réduites ne diminue en rien les droits reconnus aux Alliés par les articles 118 à 120 du traité de Neuilly.

La question en est là. Les Gouvernements Hellène, Serbe-Croate-Slovène et Roumain n'ont pas encore fait parvenir leurs listes réduites, ce qui a entraîné l'ajournement de la réponse à la lettre de M. Mischeff, en date du 12 octobre.

#### *Réparations et clauses économiques*

*Articles 121 à 131.*

La Commission interalliée prévue par l'article 130 n'est pas encore constituée.

*Articles 176 à 189.*

Les dispositions contenues dans ces articles n'ont encore fait l'objet d'aucune mesure d'exécution.

Toutefois, la Bulgarie n'a jamais manifesté le désir de se dérober aux engagements qui résultent pour elle de ces diverses clauses.





The Committee requested the Delegate of the Serb-Croat-Slovene State to be good enough to submit to his Government the decisions of the Committee, which were as follows :—

(1) The three Governments who have transmitted lists of guilty to the Bulgarian Government, will each of them prepare a new and reduced list of names of guilty already set out in the lists delivered on the 8th September, 1920.

(2) These reduced lists will be addressed to the Bulgarian Minister in Paris, and the President of the Conference of Ambassadors, in replying to the Bulgarian Minister's letter of October 12th, would inform him :—

(a) That the Allies accepted conditionally the trial by Bulgarian tribunals of individuals whose names figure on the reduced lists.

(b) That it remained within the discretion of the Allies to decide to what extent the sentences pronounced by the Bulgarian tribunals were impartial and just.

(c) That the fact of handing to the Bulgarian Government these reduced lists in no way diminished the rights which were recognised as belonging to the Allies by Articles 118 to 120 of the Treaty of Neuilly.

The above is the present position of this matter. The Greek, Serb-Croat-Slovene and Roumanian Governments have not yet handed in their reduced lists; this has occasioned delay in replying to M. Mischef's letter of the 12th October.

#### *Reparation and Economic clauses.*

##### *Articles 121 to 131.*

The Inter-Allied Commission provided for in Article 130 is not yet constituted.

##### *Articles 176 to 189.*

The provisions of these Articles have not yet been made the subject of any executive action.

Nevertheless Bulgaria has on no occasion manifested any intention to avoid the engagements imposed upon her by these various clauses.

---



